Madagascar : la paroisse des Batignolles fête les 100 ans de la « Trive 1 »

Le 2 décembre 2023, la paroisse des Batignolles accueille la fête en avant-première du centenaire du premier groupe scout protestant de Madagascar. Une forme de retour aux sources : cette paroisse était celle de Jean Beigbeder avant son départ pour Tananarive, où il devait fonder en 1924 le mouvement des Éclaireurs unionistes malgaches. Mais cette célébration sera aussi l'occasion de rencontres autour de Madagascar… et de retrouvailles pour nombre de familles, françaises comme malgaches, aujourd'hui installées en France, dont l'histoire a été directement marquée par l'aventure de la « Trive 1 ».

L'affiche de la célébration à Paris du centenaire du premier groupe scout protestant de Madagascar

Inscrivez-vous !

Avant de devenir le fondateur du scoutisme unioniste à Madagascar en 1924, Jean Beigbeder avait déjà été l'une des premières figures du mouvement en France. C'est lui notamment qui, à Paris, avait créé dès 1912 la troupe de Clichy – troupe qui devait devenir Batignolles III en 1915. Et c'est à la paroisse de l'Église protestante unie des Batignolles que seront célébrés, le 2 décembre 2023, les cent ans du premier groupe scout protestant de Madagascar, la « Trive 1 ». Pendant que se préparent parallèlement sur la Grande Île les festivités du centenaire des Éclaireurs unionistes…

La « Trive 1 » : un groupe interculturel © Chrystel Raharijaona pour Défap

À Madagascar, de tels rendez-vous sont honorés avec faste. En 1964, la Poste malgache avait diffusé un timbre spécial à l'occasion du quarantième anniversaire. En 2004, lors de la cérémonie d'ouverture des 80 ans des scouts protestants

organisée au Palais des sports et de la Culture, à Tananarive, le président de la République, qui était alors Marc Ravalomanana, leur avait promis deux cent millions de francs malgaches. Une enveloppe destinée à financer des projets de développement, répartie entre les principales composantes des scouts protestants, les « Tily eto Madagasikara » (les Éclaireurs) et les « Mpanazava eto Madagasikara » (les Éclaireuses), mais qui n'oubliait pas les scouts catholiques, les « Antilin'ny Madagasikara ». Il faut dire que les valeurs, ainsi que le rôle éducatif et social des scouts, bénéficient d'une excellente reconnaissance dans l'île. Le mouvement a contribué à préparer l'indépendance du pays. Lorsque Madagascar a connu de graves inondations en mars 1959, leur rôle dans l'assistance aux sinistrés leur a valu de recevoir une distinction honorifique de la part du président de la République, Philibert Tsiranana, pour leur « dévouement exceptionnel » et leur « abnégation totale devant le danger », leur action ayant « sauvé de nombreuses vies humaines ». Aujourd'hui encore, les « Tily » (les « sentinelles ») assument un rôle en faveur de « la promotion de l'engagement citoyen » et de « l'intégrité dans le processus démocratique » auprès de Transparency International Initiative Madagascar (TI-MG) ; ils ont signé une convention avec le Centre de Recherches et d'Appui pour les alternatives de Développement Océan Indien (CRAAD-OI) pour mieux comprendre et agir face au dérèglement climatique ; ils développent des projets en lien avec les ODD (les objectifs de développement durable des Nations unies)…

Membres de la « Trive 1 » © Chrystel Raharijaona pour Défap

La double culture de la « Trive 1 »

Si, historiquement, le mouvement scout catholique a été le premier créé dans l'île, devançant de quelques mois les scouts protestants, ces derniers ont connu un développement plus important. Lorsqu'il signa officiellement leur acte de naissance en 1924, Jean Beigbeder dirigeait à Tananarive le « Foyer », une section des Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG). Un lieu dont il devait bientôt chercher à faire un « espace franco-malgache », avec la possibilité pour des « jeunes » de différents âges, bridés dans leurs aspirations, d'accéder à la culture européenne, tout en participant à la valorisation de la leur propre. Cette recherche de la rencontre, palpable dans ses lettres de l'époque, donna aussi une coloration particulière à la « Trive 1 », le premier groupe scout protestant. Un groupe d'emblée marqué par « une double culture, avec des familles françaises et malgaches »,

souligne Chrystel Raharijaona, dont le père et avant lui, toute la famille paternelle a fait partie de la « Trive 1 » dès les années 30. Elle-même, engagée au sein des Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France (EEUdF), évoque « les liens affectifs forts, et les amitiés qui se sont créées » à travers ce groupe, par-delà les frontières culturelles. Un aspect qui a persisté après la « malgachisation » du mouvement scout dans l'île : la « Trive 1 » restait un groupe particulier, multiculturel, où l'on parlait français, tout en cultivant l'engagement fort du groupe et de ses membres au sein du mouvement des Tily Eto Madagasikara et plus largement, en prenant part au développement de Madagascar.

Film ci-dessous : « Tily Malagasy (Sentinelles Malgaches) » par les Éclaireuses et Éclaireurs unionistes de France (1951) – Archives départementales du Val-de-Marne. Commentaire rédigé par Faranirina Rajaonah, lu par Helimamy Esoavelomandroso et Claire-Lise Lombard.

Lors de sa création, la « Trive 1 » était le reflet du milieu dans lequel évoluait Jean Beigbeder à Tananarive : on y trouvait notamment « des enfants de familles bourgeoises, intellectuelles ou influentes », témoigne Chrystel Raharijaona. Et c'est « cette génération qui a dû se tenir debout pour contribuer à la période post-indépendance ». Le but du scoutisme étant de « faire grandir des enfants pour qu'ils deviennent des adultes intégrés, responsables, tenant leur place dans la société et voulant laisser un monde meilleur », au fil des années, « les membres de la « Trive 1″ ont pris des responsabilités, ont été des constructeurs. Ils ont pris des rôles dans la diplomatie, la santé, le social, l'armée, l'enseignement, les Églises, les arts et la culture… » Avec toujours le souci de « faire le pont avec la culture française tout en cultivant l'identité malgache ». Certains sont aussi venus étudier puis s'installer en France, avec la même volonté de s'impliquer et de construire.

« Z'oeil de chouette », pont entre les Éclaireurs de France et de Madagascar

Célébrer le centenaire de la « Trive 1 » aux Batignolles, pendant que Madagascar va fêter le centenaire du scoutisme unioniste malgache, est donc plus qu'un retour aux sources. Cette paroisse était celle de Jean Beigbeder avant qu'il ne parte à Madagascar – et la figure de « Z'oeil de chouette » (son surnom chez les Éclaireurs), ou « Rabeigy » chez les Malgaches, devenu par la suite le premier président du Scoutisme Français, est encore aujourd'hui un pont entre les Éclaireurs des deux pays. La célébration sera d'ailleurs marquée par une conférence donnée par les auteures des « Lettres de Tananarive – Jean Beigbeder à son père » : Faranirina Rajaonah, professeure émérite d'histoire à l'Université Paris Diderot et membre du Cessma (Centre d'Études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques), et Claire-Lise Lombard, responsable de la bibliothèque du Défap, en particulier chargée de la

valorisation des archives de la Société des missions évangéliques de Paris (1822-1971). Mais au-delà, cette célébration sera aussi l'occasion de retrouvailles pour plusieurs générations, françaises comme malgaches, qui ont été marquées par l'histoire de la « Trive 1 ». Une histoire qui a directement influé sur le parcours de familles venues de Madagascar pour s'établir en France : nombre d'anciens de la « Trive 1 » sont aujourd'hui « membres de l'EPUdF et s'y sentent chez eux. D'autres sont engagés dans les Églises protestantes malgaches en France, témoigne Chrystel Raharijaona. Ils sont devenus membres actifs, conseillers presbytéraux ou pasteurs, parce que leur histoire et leur éducation les poussaient à s'engager, là où ils sont. »

« Lettres de Tananarive » : retrouvez ci-dessous une interview des auteures pour « Madagascar Media »

Samy et l’apprentissage de la patience

En septembre 2016, Samy arrivait à Madagascar comme envoyé du Défap. Octobre 2023 : il y est toujours… Entretemps, sa vie a pris de nouveaux chemins. Parti pour enseigner le français à des élèves dans un orphelinat, il en est venu au fil des ans à concevoir un projet bien plus ambitieux : un manuel de pédagogie. Madagascar a en effet deux langues officielles : le malgache (ou malagasy) et le français. Le malgache est la langue du quotidien ; le français, celle des procédures, des lettrés, de l’enseignement supérieur… Sans maîtrise du français, pas d’ascension sociale. la langue est pourtant peu et mal enseignée dans les écoles malgaches. La FJKM et la FLM, Églises partenaires du Défap, dispensent des cours de français aux élèves qui fréquentent leurs écoles, mais manquent de moyens, notamment pédagogiques. Un vide que Samy s’est employé à combler, avec le soutien du Défap… Mais, comme il le raconte dans cette « lettre de fin de mission », sept ans après son arrivée dans la Grande Île, s’il a beaucoup enseigné, il a aussi beaucoup appris. Et découvert sur lui-même.

Samy lors d'une session de formation © Samy pour Défap

[Téléchargez cette lettre de nouvelles en pdf]

Les sept vies des « ça »

Ça déborde des quelques bacs à ordures dans la ville qui n'en sont que trop rarement débarrassés. Ça foisonne partout dans les rues, sur les trottoirs et dans la nature. Ça empeste et ça pollue. Ça, c'est tout ce que les Européens ou autres « développés » appellent des ordures, des déchets, des détritus. Mais ici, avant qu'on les relâche, il faut savoir qu'ils ont eu sept vies.

Quiconque vient à Madagascar est étonné de voir les longues rangées interminables de vendeurs de bibelots cassés, de bouteilles et pots en verre vides, de ferrailles en tout genre et autres camelotes. C'est qu'ici, il n'existe pas vraiment de poubelles puisqu'il n'existe pas vraiment de déchets.

Ce que nous appelons des déchets sont déchets-d'œuvre ici. Leurs objets d'artisanat sont faits de bouts de claquettes usées, de tubes de perfusion usagés ou du coton de pantalons

troués. Les Malagasy ont élevé au rang d’art la réutilisation des déchets.

Vue d’une session de formation à l’usage du guide pédagogique développé par Samy © Samy pour Défap

Les Européens, les « développés », les riches, ont appris à ne se servir d’un objet que pour l’utilisation qu’on lui a donnée. À un enfant qui joue avec un carton comme cabane, on dit : « Ce n’est pas fait pour ça ! » et on le lui prend. Ici, les Malagasy ont bien compris la force créatrice du « ré-inventer ».

Ici, le journal n’est pas quotidien, il ne périme pas à la fin de sa journée, il se ressuscite en protège-cahier, en emballage de beignets et autres hors-d’œuvre de la rue.

Ici, les coques de pois de Bambara ou les morceaux de béton ne sont pas des débris, ce sont aussi des pions pour jouer dans la rue au « fanorona », jeu d’échecs du pays.

Ici, un pare-brise n’est pas que pour les voitures, c’est aussi la vitrine d’un vendeur pour protéger les beignets ou

autre nourriture.

Ici, les feuilles des arbres ne sont pas que des feuilles, ce sont aussi l’isolant des toits ou des emballages de gâteaux traditionnels malagasy.

Ici, les conserves ne sont pas que des boîtes pour conserver la nourriture, ce sont les instruments de mesure nationale pour le riz ou les pois, ou encore des petites voitures avec des roues de bouchons de bouteille pour les petits enfants.

Ici, les sacs plastiques ne sont pas que des contenants, ce sont aussi des cerfs-volants de fortune attachés par quelques branches et épines, intrépides face au vent grâce à leur fil à recoudre.

Vue d’une session de formation à l’usage du guide pédagogique développé par Samy © Samy pour Défap

Tout objet a plusieurs vie, certains bien plus que les chats, avant de finir dans une décharge, qui sera encore, dépouillée de ce que l’on pourra encore en retirer. Et Madagascar est parfois une décharge à la taille d’un pays pour les

Occidentaux qui se débarrassent de tout ce qui prend trop la poussière ; vêtements oubliés au fond du placard, manuel scolaire de latin, jouets défaillants et honte d'envoyer tout ça avec, sous une suie de bien-pensance et de bonne morale. Au lieu de culpabiliser d'avoir autant de déchets, on se donne bonne conscience de les « donner » à des plus nécessiteux que soi. Car bien souvent, ces objets sont bien plus jetés que donnés. Et Madagascar continue de les récupérer et de leur redonner des nouvelles vies.

À croire que Madagascar est un vaste dépotoir où il faudrait venir en seigneur pour y expliquer ce qu'il faudrait faire pour pouvoir la nettoyer de ces saletés. Car cela ne s'arrête pas aux déchets, mais ce sont aussi la culture, la façon de vivre, le « moramora » qui ont été dénigrés et remplacés.

Vue d'une session de formation à l'usage du guide pédagogique développé par Samy © Samy pour Défap

Être envoyé pour y apprendre

Encore et toujours, même depuis la fin du supposé

colonialisme, des Européens, des Américains, des Japonais et tant d’autres de pays supposément développés viennent ici pour enseigner au Malagasy ce qu’ils doivent apprendre, ce qu’ils doivent faire et comment bien le faire. Mais moi, je me suis toujours demandé : et qu’est-ce qu’ils ont appris, eux, ici à Madagascar ? Est-ce qu’ils ont réussi à s’ouvrir assez pour apprendre à Madagascar ? Même lorsque je travaillais directement avec les enfants à Akanisoa, lorsque je leur enseignais le français, j’étais là à apprendre d’eux. J’apprenais ce que je ne savais plus en tant qu’adulte. Ce que la société m’avait appris à désapprendre. L’imagination, la joie simple du moment, la folie créatrice, le partage sans appréhension ni jugement. L’espace entier d’un moment, ne plus se soucier d’autre chose, ne pas avoir en arrière-pensée les choses que l’on doit faire après ou les règles qu’il faudrait suivre, mais simplement être présent. Avec eux, jouer ou apprendre, ou les deux en même temps, s’imprégner de son environnement et des personnes avec qui l’on est, participer et laisser libre cours à sa vivance. Beaucoup d’adultes vivent mais ne donnent que du morne autour d’eux.

Madagascar m’a appris et réappris bien plus que ça. Faire la liste complète de ce que j’y ai acquis dépasserait les deux pages imposées, cependant ce qui me vient en premier est le fait d’y être devenu pleinement un adulte et d’avoir retrouvé l’enfant en moi. De me sentir plein de mes différents « moi » qui peuvent s’exprimer librement selon le moment. L’adulte en qui on a confiance de donner des responsabilités et qui veut répondre à celles-ci et l’enfant qui retrouve ses jeux, les mots et de la complicité.

Vue d’une session de formation à l’usage du guide pédagogique développé par Samy © Samy pour Défap

J’ai essayé d’y vivre la sensation du temps cotonneux. Pas celui que l’on connaît en France et dont on ne donne qu’une certaine substance : cyclique et liquide. Ici, j’y ai appris que le temps peut être plus sirupeux et pourtant, on y prend goût quand on se laisse aller au « moramora ». Mais le temps peut aussi être celui, foudroyant, du non-retour, celui de l’instant gelé dont on se souviendra en brise froide. Vivre tous ces temps, les ressentir, permet d’apprendre ce que l’on ne connaît plus à force de courir sur place : la patience.

J’ai essayé d’y expérimenter la simplicité de la vie, contraire du confort, ce piège sournois et chaleureux qui touche tant de mes « congénères » qui se complaisent dans une vie qui ne leur donne qu’apparence et superficiel. J’ai dormi sur des « éponges » avec le dos collé à la dureté des planches, j’ai foulé du pied la nature au sol dur, j’ai sali mes doigts dans le charbon, j’ai lavé mes vêtements à la force de mes bras, j’ai tué de mes mains des poules pour en faire le prochain repas. J’ai vécu ce contact direct et parfois rude

avec la vie, que les sociétés dites « développées » essayent de mettre à distance, distance de l'effort, distance de la souffrance, distance de la mort des animaux devenus nos viandes, distance du réel contact avec les autres où l'on se met en danger.

J'ai essayé d'y éprouver ce que cela fait d'être un « regardé ». Ne plus être un inconnu dans la rue, mais être un « différent » ou une proie au milieu des autres qui vous observent, qui vous épient, qui vous admirent. Et vous êtes absorbé par leur regard, vous êtes momentanément incapable de vous recentrer sur vos pensées parce que vous êtes interpellé par un cyclo-pousse, car un « vazaha » ne peut pas marcher à pied ; par des enfants ou adultes qui vous lancent des « vazaha » ou « bonjour vazaha » au mieux chaleureux, maladroits ; au pire moqueurs ; ou par ces regards inquisiteurs et qui vous jugent. Ce que je n'avais jamais pu sentir en France en tant qu'homme blanc hétérosexuel.

Vue d'une session de formation à l'usage du guide pédagogique développé par Samy © Samy pour Défap

J’ai essayé d’y apprendre à discerner l’apparence et la beauté. Les Malagasy portent un regard grave sur celles-ci et on pourrait les confondre. Est apparent ce que la société a donné comme possible à voir et à regarder ! Culte du corps, surtout féminin, et objectification de celui-ci. Le trait fin, l’absence de poil, ou plutôt leur épilation, et du far, du maquillage, des filtres, du « face play » pour cacher les rides, les impuretés, les boutons, pour apparaître selon le diktat de l’apparence. L’apparence de porter des vêtements coûteux, parfaitement lissés et immaculés le dimanche matin sans avoir de quoi manger le midi. La Beauté est, en opposition à l’apparence qui paraît, elle est, et reste toujours. Elle existe, quand l’apparence disparaît dans les rides et les vergetures, pourtant d’une beauté saisissante ! Elle est là dans les rides qui montrent les rires, dans un regard qui demande de la rigueur, dans les cicatrices, dans la différence. La Beauté existe dans chaque corps, pour qui sait regarder. Mais nous ne savons que rarement la voir.

J’ai essayé d’y parler, même si j’ai encore beaucoup de mal, ce langage particulier des Malagasy pour ne pas froisser les gens, un art de la conversation afin que chacun puisse rester digne en toutes circonstances, malgré ses torts ou ses maladresses.

Et il y a encore tellement de choses qu’offre une vie dans un nouveau pays et dont j’ai essayé de m’imprégner.

Et cette lettre de nouvelle de fin de mission n’est pas une lettre de fin puisque mon parcours ici continue et commence enfin à deux. Puisque ma « mission » va se poursuivre et le travail de formation et d’amélioration de la pédagogie et de l’enseignement dans les écoles primaires aussi. Je vais continuer à parcourir Madagascar pour y partager ce que j’ai appris et pour y apprendre à vivre.

Vue d’une session de formation à l’usage du guide pédagogique développé par Samy © Samy pour Défap

---

Madagascar : les défis de l’alternance

A Madagascar, les élections présidentielles sont systématiquement des moments de tension. Depuis l’indépendance, tous les changements à la tête du pays se sont faits hors des règles. L’approche de la présidentielle 2023 a été marquée par une série d’événements (manifestations, arrestations, destitution du président du Sénat…) qui ont poussé l’Union Européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon,

la Corée et la Suisse à exprimer leurs préoccupations dans un communiqué commun déplorant un « climat politique tendu ». Mais que se passe-t-il vraiment dans la Grande Île ? Et quels sont les enjeux de ces tensions ? L'analyse de Christiane Rafidinarivo, politologue, chercheure invitée au Centre de recherche politique CEVIPOF (Sciences Po Paris).

Carte de Madagascar © Google Maps

Quelle est la situation aujourd'hui à Madagascar, à l'approche de la présidentielle ?

Christiane Rafidinarivo : Le premier tour de l'élection présidentielle a été reporté d'une semaine : il aura lieu le 16 novembre. Le deuxième tour étant, lui, maintenu au 20 décembre. Ce report a été décidé par la Haute Cour Constitutionnelle, et à la demande d'un candidat, Andry Raobelina : gravement blessé lors d'une marche organisée par le « Collectif des 11 », il a dû être évacué à l'étranger pour être soigné. Ce Collectif regroupe 11 des 13 candidats à la présidentielle, dont deux anciens présidents, Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina. Parmi ces autres candidats, certains sont aussi d'anciens leaders du parti

d’Andry Rajoelina, président sortant et candidat à sa propre succession, qui a ainsi perdu une partie importante de ses soutiens politiques.

Que revendique ce Collectif ?

C.R. : Un assainissement du processus électoral avant les élections. Pour cela, le Collectif appelle à une concertation entre tous les candidats et les institutions. Mais Andry Rajoelina refuse. Pour appuyer ses revendications, le Collectif avait appelé à une série de rassemblements, qui tous s’étaient heurtés à des refus d’autorisation ou avaient été empêchés de se tenir. Des marches ont néanmoins été organisées, et le Collectif est devenu un mouvement politique qui mène désormais des actions dans les principales villes du pays – actions partout réprimées.

Vue de Tananarive, la capitale © Franck Lefebvre-Billiez pour Défap

Où en est le processus électoral ?

C.R. : Actuellement, Andry Rajoelina est le seul à faire campagne, les autres candidats s'y refusent tant que leur demande n'est pas prise en compte.

Quels ont été les déclencheurs de cette crise ?

C.R. : Il y a en premier lieu une dimension institutionnelle : la Constitution exige que les candidats aient la nationalité malgache. La presse a révélé récemment qu'Andry Rajoelina avait acquis la nationalité française en 2014, alors qu'il était à la tête de l'État. Dans le code de la nationalité malgache, il est inscrit que celui qui demande volontairement une nationalité étrangère perd la nationalité malgache (art. 42). Le « Collectif des 11 » conteste donc le certificat de nationalité produit par le président sortant dans son dossier de candidature à la présidentielle déposé auprès de la Haute Cour Constitutionnelle.

Une autre disposition de la Constitution requiert qu'un président sortant, lorsqu'il est candidat à la présidentielle, démissionne 60 jours avant le premier tour. Ce qu'a fait Andry Rajoelina. La présidence par intérim, qui se charge des affaires courantes, est normalement assurée par le président du Sénat. Mais celui-ci, Herimanana Razafimahefa, a rédigé une lettre de renonciation pour raisons personnelles. C'est une situation non prévue par la Constitution, et la Haute Cour Constitutionnelle a décidé, collégialement, de confier l'intérim au gouvernement. Le « Collectif des 11 » considère qu'il s'agit là d'une forme de coup d'État institutionnel.

Mais par la suite, Herimanana Razafimahefa a fait des déclarations à la presse nationale et internationale, indiquant avoir agi sous pression et en ayant reçu des menaces de mort émanant de membres du gouvernement. Il soutient qu'il en a informé le président et les Nations-unies. Il s'est déclaré prêt à assumer la responsabilité de l'intérim, au vu de l'ampleur de la crise politique et institutionnelle. Après cet épisode, 15 sénateurs sur 18 se sont réunis, ont déclaré

que le président du Sénat en exercice souffrait de déficience mentale et l'ont destitué. Dans la foulée, ils ont élu pour le remplacer Richard Ravalomanana – un général proche du président de la République, qui l'avait nommé sénateur quelques heures à peine avant de démissionner pour se porter candidat. Certains observateurs parlent là de deuxième coup d'État institutionnel.

La crise a acquis dès lors une dimension politique. La Haute Cour Constitutionnelle a reçu le « Collectif des 11 ». Au sortir de la réunion, il n'y a eu aucune déclaration. Ce que le Collectif met en avant, c'est la nécessité de trouver un accord politique pour la mise en place d'élections équitables, transparentes et reconnues par tous, au niveau national comme international. Pour cela, il faudrait que les juges ne se substituent pas aux politiques, que l'instance en charge des élections garantisse les mêmes droits à tous les candidats. A cela s'ajoute la nécessité de procéder à une vérification des listes électorales. Le Collectif met en outre en cause la Céni, la Commission électorale indépendante, composée essentiellement de proches du président sortant. Le Collectif demande que sa composition soit revue, ou qu'elle intègre des représentants des candidats dans l'organisation du processus électoral. Il continue à appeler à une table ronde regroupant tous les candidats, et toutes les parties prenantes du processus électoral.

Aujourd'hui, au vu de cette situation, de nombreux organismes de la société civile sont favorables à une large concertation.

Vue de Tananarive, la capitale © DR

Comment réagit la population malgache ?

C.R. : L'opinion publique va de surprise en surprise, ce qui suscite l'indignation, et provoque une crainte croissante pour beaucoup de voir la situation du pays s'aggraver. Madagascar est devenu au fil des années l'un des pays les plus pauvres du monde, et les Malgaches craignent de plus en plus que leurs enfants n'aient pas d'avenir. Ce qui empire à chaque crise politique. Les cycles de crise sont de plus en plus rapprochés, et le temps pour que l'économie du pays s'en remette est à chaque fois plus long.

Les Malgaches ont été privés de leur droit de vote pendant 5 ans, de 2009 à 2014. L'enjeu de cette élection présidentielle, c'est le droit de décider qui dirigera le pays dans la liberté et la transparence, par un processus démocratique équitable. Pour sortir du cycle des crises, la raison d'être d'une

Constitution est précisément d'organiser et de garantir la possibilité d'une alternance politique.

Christiane Rafidinarivo,
Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Le Défap à Madagascar

A Madagascar, le Défap est en lien avec deux Églises, la FJKM et la FLM, pour des activités tournant essentiellement autour de l'enseignement. La FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara, en français Église de Jésus-Christ à Madagascar) est la plus grande Église protestante du pays. Elle revendique 3 500 000 membres, répartis dans 5 800 paroisses desservies par plus de 1 200 pasteurs. Quant à l'Église luthérienne malgache (en malgache : Fiangonana Loterana Malgache, FLM), elle revendique 3 millions de membres répartis dans 5 000 paroisses, desservies par 1 200 pasteurs.

Sarah : en mission au sein d'un orphelinat à Madagascar

La décision de Sarah de partir en mission à Madagascar

répond à une envie de s’engager pour autrui qu’elle éprouvait depuis de nombreuses années. Direction : le centre Akanisoa, qui regroupe une école et un orphelinat.

Sarah au Défap, en juillet 2023, pendant la formation des envoyés © Défap

Téléchargez cette lettre de nouvelles en pdf

Depuis de nombreuses années j’ai envie de travailler avec les enfants dans l’humanitaire. Mon désir premier était de devenir institutrice pour pouvoir enseigner et apporter de l’aide dans des régions du monde où l’éducation n’est pas accessible pour tous ou difficilement, ou avec peu de moyens. C’est plus tard que j’ai découvert l’animation et que j’ai eu l’opportunité de travailler en périscolaire et d’obtenir mon BAFA.

J’ai réalisé que l’animation me correspondait vraiment, j’aime être au contact des enfants, de créer des liens, être à leur écoute et surtout créer un cadre sécurisé où ils peuvent s’épanouir. Apporter des loisirs et des activités où l’enfant peut s’amuser, se lâcher, se dépenser. Ce qui me motive à partir c’est principalement l’envie d’apporter de la joie et de partager l’amour de Dieu aux enfants.

Sarah au Défap, en juillet 2023, pendant la formation des envoyés © Défap

Je vais donc partir en mission à Madagascar, au centre Akanisoa qui regroupe un orphelinat et une école.

Il accueille chaque rentrée scolaire depuis une dizaine d’années un volontaire en mission qui vient soutenir les activités des enseignants et intervenants et contribue ainsi à ce que l’éducation soit accessible à tous. Mes différents rôles seraient : aide aux devoirs et ateliers pour aider à la

pratique orale du français; animations socio-éducatives et activités ludiques; accompagner des activités extrascolaires.

J’ai pu participer à la formation du Défap et je suis bien heureuse d’être venue. Le groupe était très diversifié et a été très vite soudé. J’ai pu écouter les témoignages de certains et partager quelques des miens, nous avons eu beaucoup d’échanges enrichissants. La formation en soit m’a apporté des clés pour mon voyage et des connaissances sur des sujets qui m’étaient inconnus ou peu connus. Ce séjour de dix jours était très enrichissant par son contenu et les liens tissés avec les autres envoyés, il est passé si vite ! Mon plus grand défi sera d’essayer de m’intégrer au mieux dans une culture très différente de la mienne.

Je prie que Dieu m’aide et me guide tout au long de cette mission. Que je puisse être à l’aise et confiante dans ce que je ferai. Je prie aussi pour ma santé et ma sécurité.

Maintenant il ne me reste plus beaucoup d’étapes et ce sera le grand départ !

Sarah au Défap, en juillet 2023, pendant la formation des envoyés © Défap

---

Romain : en mission auprès des enfants de Madagascar

Romain est parti en famille à Madagascar pour aider les enfants des rues. Avec comme objectif la construction d'un village pour les accueillir…

Romain lors de la session de formation au départ, en juillet 2023 © Défap

Téléchargez cette lettre de nouvelles en pdf

Pourquoi partir en mission à plus de 10 000 km avec toute sa famille… c’est une question qui nous a souvent été posée.

Même les membres de notre famille, sans l’avoir forcément dit à haute voix, se sont également questionnés sur le sujet.

En fait, partir en mission, ça reste toujours une aventure avec comme dans toute aventure des incertitudes, des questions sans réelles réponses… et c’est souvent ici que prend racine ce « pourquoi » ? Pourquoi partir si loin alors qu’ici aussi il y a de la pauvreté, ici aussi il y a besoin d’accompagnement social…

L’apôtre Paul aurait pu lui aussi choisir de rester en terre connue mais « l’appel », « la mission » que Dieu avait pour lui était tout simplement autre… et c’est vrai, c’est souvent vers cet autre que Dieu nous invite à partir servir et rejoindre.

Pour notre famille, l’appel fut net un soir dans une ruelle sombre de la capitale malgache. Pourtant, rien ne nous invitait à tout quitter pour venir servir les enfants des rues…

Nous étions bien installés en France, notre mais on venait d’être enfin rénové après 5 années de travaux et nous avions largement investi notre Église…

Pourtant quand Jésus tend sa main et nous demande : « es-tu prêt à monter dans ma barque… » tout change… En tout cas, c’est ce qui s’est passé pour nous. En effet, souvent nous sommes dans nos prières en train de demander au père de nous montrer quoi faire et comment le faire. Nous lui indiquons dans les paroles des louanges que nous chantons en chœur le dimanche : « sers-toi de moi »… puis un jour, Jésus vous prend au mot et il vient.

Romain lors de la session de formation au départ, en juillet 2023 © Défap

Dans sa grâce, cela se passe toujours avec amour et passion mais pour autant l’appel, lui, est sincère et profond.

Répondre à ce choix de vie, de partir à l’aventure avec des enfants en bas âge est clairement un challenge. Marqués par une culture Française où la sécurité est devenu un mode de vie, il devient difficile de se défaire de ce principe pour partir et répondre à la proposition du Christ.

Nous avons donc cheminé, travaillé et construit un projet pour répondre à l’invitation d’aller servir les enfants des rues de Madagascar.

Aujourd’hui, en famille, nous travaillons à Madagascar auprès d’enfants extrêmement fragilisés… certainement oubliés de beaucoup. Notre objectif est d’aimer et aider les enfants de

manière durable en leur permettant de suivre une scolarité de qualité répondant à leurs besoins et s’adaptant à leur retard.

Accompagnés d’une solide équipe malgache, nous sommes donc une fois par semaine, de nuit, auprès des enfants des rues et tentons (dans un premier temps) de prendre connaissance de leur situation et besoins pour construire une solution adaptée.

Deux années après avoir débuté ce travail de fond, nous avons maintenant débuté ce qui sera certainement la plus grande partie de notre service : la construction d’un village….

La suite de l’aventure au prochain épisode

Romain lors de la session de formation au départ, en juillet 2023 © Défap

Cécile Millot et Madagascar : «Un étonnement permanent»

Ancienne envoyée du Défap à Madagascar, Cécile Millot était l'invitée de Marion Rouillard sur Fréquence Protestante pour parler du livre qu'elle a tiré de cette expérience : *Les aventures de Madame Cécile à Madagascar*, publié aux éditions Amalthée.

Cécile Millot interviewée lors des Journées Portes Ouvertes des cinquante ans du Défap © Défap

Avant son odyssée malgache, Cécile Millot était plus familière de Goethe que de l'enseignement du français. Si elle avait découvert d'autres pays à l'occasion de voyages, c'était bien

des années auparavant, et sur un autre continent : en Inde, pour être précis. Madagascar était pour elle une expérience totalement nouvelle. « J'ai vécu une aventure que peu de gens ont la chance de vivre, raconte-t-elle en présentant son livre : j'ai passé trois ans à Madagascar, pour enseigner le français langue étrangère dans une école de formation des instituteurs. Ce travail était passionnant. Je vivais seule dans une petite ville, où il n'y a pas eu d'électricité pendant un an, et où il n'y avait pas d'autres étrangers que moi. Je n'avais pas le choix, je me suis glissée dans la vie quotidienne des Malgaches. Je suis allée à leur rencontre avec bienveillance, et je me suis fait accepter. »

La matière de l'ouvrage qu'elle a tiré de sa mission, *Les aventures de madame Cécile à Madagascar*, a existé sous forme de blog avant de devenir un livre. Un témoignage dense, très vivant, très riche, qu'elle a eu l'occasion de présenter lors des 50 ans du Défap, et dont elle a pu lire des extraits au cours de la « Nuit de la lecture » organisée cette année au Défap sur le thème de la « Peur de l'autre ». Invitée de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » sur Fréquence protestante, elle est revenue, en ce mois de février 2023, sur les conditions qui l'ont poussée à partir, ce qu'elle a vécu et découvert, et le contexte dans lequel elle en est venue à écrire ce qui devait devenir un livre-témoignage.

Un livre, quelques années après le retour de Madagascar, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 22 février 2023 sur Fréquence Protestante

Cette décision de partir est venue, comme elle l'explique au micro de Marion Rouillard, dans des conditions assez

dramatiques : « J’avais 55 ans, j’étais bien installée dans la vie, j’ai eu un passage très difficile, trois deuils très douloureux dans ma famille proche ». Pour surmonter ce choc et continuer à vivre, il lui fallait une rupture : « Pour prendre un nouveau départ, il fallait que je prenne mes distances ». Elle a donc commencé à se renseigner sur les modalités d’expatriation, les possibilités de travailler à l’étranger. « Je ne connaissais pas le Défap, explique-t-elle, je suis de culture catholique et pas pratiquante ». Il aura fallu une série de hasards pour que la rencontre se fasse… et qu’elle postule pour partir à Madagascar.

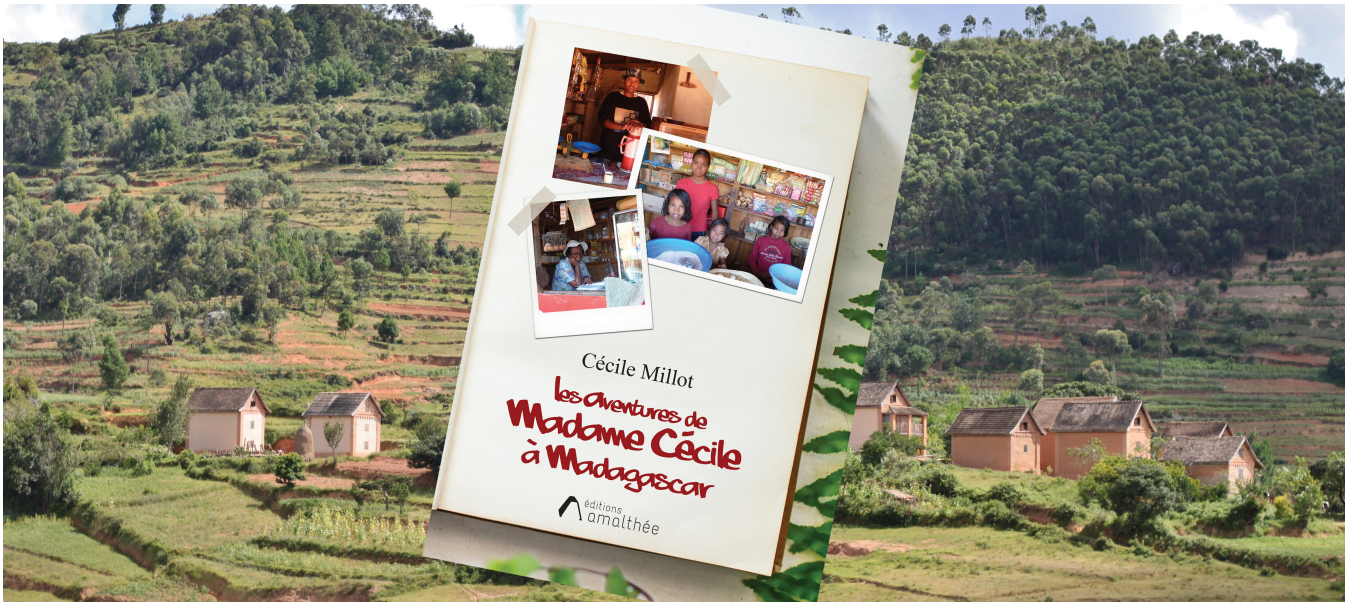
Madagascar : un lieu totalement à l’opposé du pays qu’elle connaissait jusqu’alors, tant sur le plan géographique que sur celui des habitudes, des modes de vie, de la manière d’envisager le monde… Cécile Millot découvre le lieu de sa mission, tâche de s’adapter à cette nouvelle activité dans un contexte radicalement nouveau. « J’étais enseignante de français dans une école normale, une école de formation des instituteurs », souligne-t-elle. Cette école était « tenue par l’Église luthérienne malgache », qui dispose d’accords avec l’État malgache permettant aux enseignants qu’elle forme d’aller travailler dans tout le réseau des écoles de l’île, qu’elles soient confessionnelles ou publiques. Cécile Millot découvre l’importance du français : c’est la langue des études secondaires et supérieures. Mais elle n’est pas enseignée en primaire et seuls les élèves dont les parents peuvent les aider à acquérir les bases du français ont des chances de poursuivre des études longues. Les instituteurs eux-mêmes, bien souvent, la maîtrisent mal, à l’écrit comme à l’oral. Donc, « former des instituteurs, c’est en grande partie leur apprendre le français ».

« L’impression d’avoir vécu quelque chose d’extraordinaire »

Dans ce lieu radicalement nouveau, tout est sujet à surprises. Cécile Millot évoque ainsi son « étonnement permanent devant

la différence de niveau de vie, de mentalités, des règles de politesse »… Autant de choses dont elle ne peut discuter avec personne, étant la seule Européenne sur son lieu de mission : « Je ressentais le manque de quelqu'un avec qui parler de tout ce qui m'étonnait, et que je ne pouvais pas partager avec mes collègues malgaches ». Dès lors vient, très vite, l'envie d'écrire, « une nécessité » ; et le blog auquel elle confie tout ce qu'elle vit et observe, cette odyssée d'une « vazaha », d'une étrangère, dans un monde aux règles si nouvelles.

« On arrive forcément avec son petit bagage d'illusions, d'attentes, de bonnes intentions ; et puis on se frotte à la réalité », raconte-t-elle au micro de Marion Rouillard. Ce blog, elle l'a régulièrement alimenté pendant les trois ans qu'a durée sa mission à Madagascar : « Je pense que j'y mettais tous les jours dix pages ». Ce qui explique la densité particulière du vécu qui ressort dans son témoignage, aujourd'hui publié aux éditions Amalthée : « Mon livre, ce n'est pas des souvenirs : c'est du vécu en tranches ». Pour le rédiger, il lui aura tout de même fallu attendre dix ans ; « ressortir quelque chose comme mille pages de blog », puis élaguer, condenser… Un travail de fourmi, quand il aurait été plus simple d'abandonner son blog une fois revenue en France ; mais « j'éprouvais le besoin de partager ce que j'avais vécu ; j'avais l'impression d'avoir vécu quelque chose d'extraordinaire ».



Cécile Millot
Les aventures de madame Cécile à Madagascar
À commander aux éditions Amalthée
À partir de 9,99€ (e-book) ; 32€ le livre broché

Le Défap à la rencontre de ses partenaires

Les mois de mars à août sont bien remplis dans l'agenda de l'équipe du Défap pour cette année 2023, avec des déplacements en République centrafricaine, au Maroc, au Congo-Brazzaville, à Madagascar… Il s'agit de rencontrer les Églises partenaires, visiter les envoyés, et faire le point sur les missions et les possibilités d'accueil et d'envoi de volontaires.

Centrafrique : un culte de l'Église luthérienne – photographie prise lors de la mission de Laure Daudruy © Défap

Laure Daudry (Défap) et Annelise Deiss se sont rendues dix jours en mars en République centrafricaine à la rencontre des Églises partenaires et notamment à Bouar, au siège de l'Église luthérienne. Elles ont représenté le Défap au colloque « Les voies de la paix » qui s'est tenu les 17 et 18 mars à Bangui ; colloque co-financé par le Défap et l'UEPAL.

Basile Zouma, secrétaire général du Défap, était au Maroc du 13 au 20 mars, pour fêter les 10 ans de l'Institut Al Mowafaqa. Il était accompagné de la secrétaire générale de la Cevaa, la pasteure Claudia Schulz. Ils ont rencontré l'Église évangélique au Maroc et Basile Zouma a participé à l'évaluation du partenariat Défap-Al Mowafaqa.

Maroc : une conférence à l’institut Al Mowafaqa © Al Mowafaqa

En avril, Basile Zouma et Anne-Sophie Macor, en charge des Relations internationales au Défap, seront au Congo-Brazzaville. L’objet de cette mission est de rencontrer l’Église évangélique du Congo, l’Université protestante de Brazzaville, les étudiants boursiers du Défap, et de faire le point avec les lieux d’accueil potentiels de volontaires. Une rencontre avec le représentant national de France-Volontaires (plateforme opérationnelle du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères pour le volontariat international) est également au programme.

Un voyage à Madagascar est en préparation, probablement pour août. Anne-Sophie Macor accompagnera Pascal Hickel pour rencontrer les deux Églises partenaires (FLM et FJKM) et visiter les envoyés. Ce sera l’opportunité de faire le point sur les missions et les possibilités d’accueil et d’envoi de volontaires.

Madagascar : Pierre, envoyé du Défap, dans le labo de langues de la SFM, l'école de formation des maîtres de l'Église luthérienne malgache © SFM

Les Églises partenaires par pays

• République centrafricaine : l'EEL-RCA (Église évangélique luthérienne de République centrafricaine), qui regroupe 120 000 membres à travers 544 « congrégations » (paroisses)

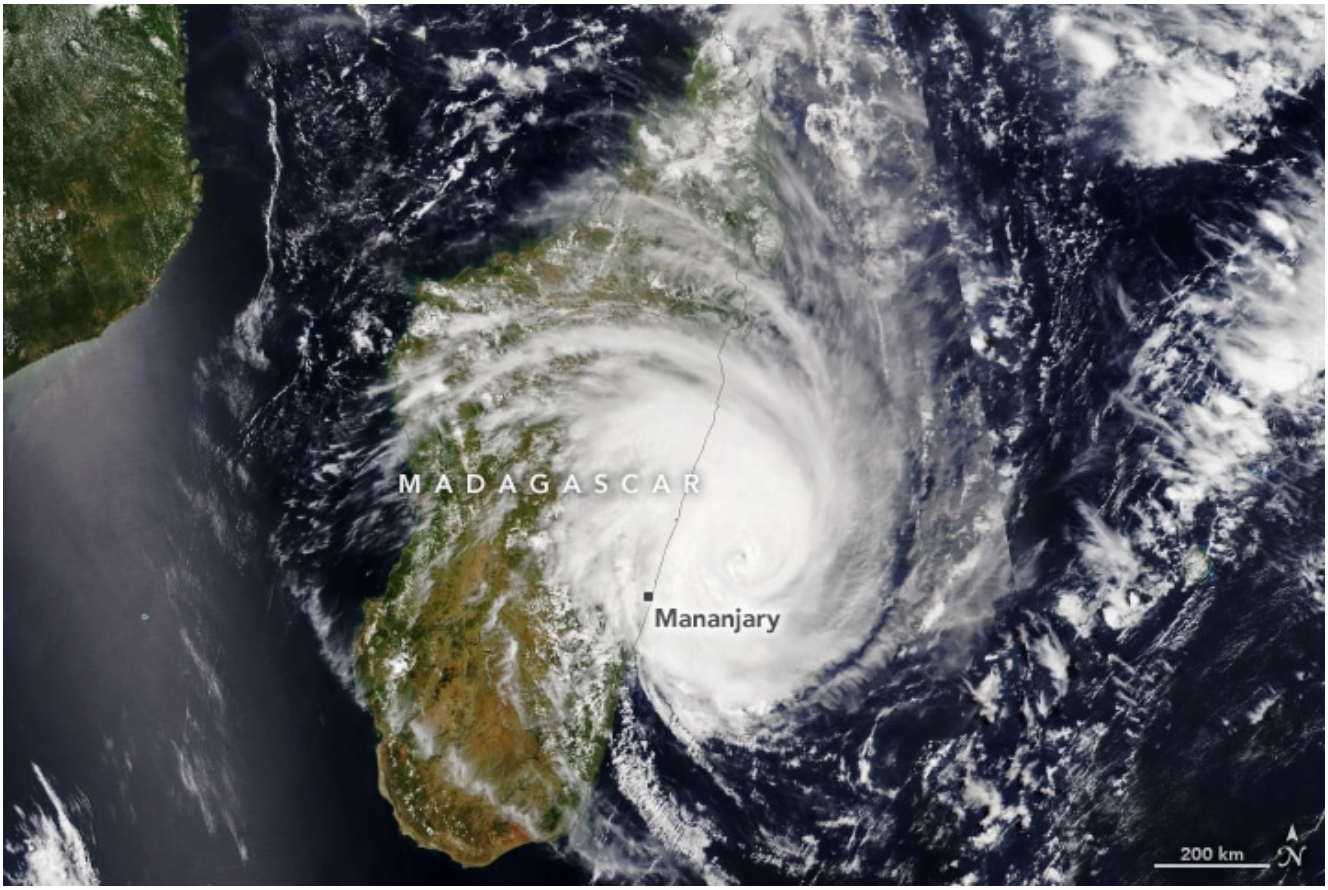
• Maroc : l'EEAM (Église évangélique au Maroc), qui est, avec l'Église anglicane, l'un des deux seuls mouvements protestants officiellement reconnus par le roi.

• au Congo-Brazzaville: l'EEC (Église évangélique du Congo) qui revendique aujourd'hui 225 000 membres

• à Madagascar : la FJKM et la FLM. La FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara, en français Église de Jésus-Christ à Madagascar) est la plus grande Église protestante du pays. Elle revendique 3 500 000 membres, répartis dans 5 800 paroisses desservies par plus de 1 200 pasteurs. Quant à l'Église luthérienne malgache (en malgache : Fiangonana Loterana Malgache, FLM), elle revendique 3 millions de membres répartis dans 5000 paroisses, desservies par 1200 pasteurs.

Madagascar : Mananjary après le cyclone

Mananjary, ville ravagée en février 2022 par le passage du cyclone Batsirai, et où la solidarité du protestantisme français avait permis de reconstruire deux orphelinats, craignait beaucoup l'arrivée de la super-tempête Freddy. Mais le cyclone était considérablement affaibli après sa traversée de l'océan Indien lorsqu'il a atteint la côte malgache au soir du 21 février.



L'arrivée de Freddy sur la côte est de Madagascar vue par

satellite. Mananjary était au cœur de la zone touchée. © Nasa

Il y a un an presque jour pour jour, Mananjary était frappée de plein fouet par le cyclone Batsirai. Cette ville de la côte sud-est de Madagascar, face à l'océan Indien, est particulièrement vulnérable aux tempêtes tropicales qui, pendant toute la saison cyclonique, d'octobre à mai, arrivent de La Réunion avant de toucher la côte africaine. En février 2022, Batsirai avait détruit la localité à plus de 80%. Il avait fallu un soutien international de plusieurs mois, d'abord pour aider la population menacée par la famine et le manque d'eau du fait de la destruction des cultures et de la pollution de l'approvisionnement en eau potable, ensuite pour reconstruire. Deux orphelinats en particulier, le Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) et le centre Akany Fanantenana, avaient bénéficié d'une mobilisation inédite de plusieurs organismes protestants, La Cause, ADRA, le Défap et les Amis du Catja notamment.

En ce mois de février, Freddy, cyclone tropical de catégorie 5 né au large des côtes du nord-ouest de l'Australie, laissait craindre des dégâts aussi monumentaux. Le 16 février, alors qu'il traversait le sud de l'océan Indien, il était accompagné par des vents de plus de 265 km/h, selon le Joint Typhoon Warning Center, centre militaire américain de prévision des cyclones tropicaux. Et selon un autre organisme américain, la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration, en français l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique) Freddy était l'une des cinq tempêtes de catégorie 5 jamais enregistrées en février sur Terre. La seule tempête de février plus violente (par la vitesse de ses vents) était le cyclone tropical Winston de 2016.

Akany Fanantenana : « Les enfants vont bien, les adultes aussi »

Les effets du passage de Freddy au centre Akany Fanantenana, à Mananjary © La Cause

Mais lorsqu'il a atteint la ville de Mananjary, le 21 février vers 19h30, heure locale, Freddy avait perdu beaucoup de sa force. La population s'était largement préparée, renforçant les toitures par des sacs de sable pour les empêcher d'être emportées ; plusieurs milliers de personnes de cette localité de 28.000 habitants (au milieu d'un bassin de population de près de 80.000 personnes) avaient été évacuées, rejoignant soit des proches dans des lieux moins exposés, soit des centres d'hébergement. Les vents au moment où Freddy a touché terre atteignaient les 110 km/h, avec des rafales à 130. Les témoignages sur place font état de toitures arrachées par les vents (le toit du stade a notamment été emporté), de portions de côte submergées par les vagues ; mais pas de pluies violentes comme celles qui, l'année précédente, avaient provoqué d'importantes inondations, aggravant les destructions

; et au final, des dégâts bien moindre que redouté.

Plus de 38.000 sinistrés ont néanmoins été recensés après le passage de Freddy dans le district de Mananjary par le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC). Une délégation présidentielle s'est rendue sur place dans les jours qui ont suivi, apportant des aides d'urgence : 50 tonnes de riz, 50 tonnes de légumineuse, 2 tonnes de farine et de sucre, de l'huile alimentaire et des matériaux de première nécessité pour les réparations – des tôles pour les toitures notamment. Le président Andry Rajoelina a rendu visite au Collège d'enseignement général (CEG), détruit par la tempête et dont il a promis la reconstruction rapide.

Au niveau des centres accueillant des enfants, le Catja et Akany Fanantenana, qui avaient pu être remis en état l'année précédente grâce à la solidarité du protestantisme français, les effets du passage de Freddy sont restés limités : les toits ont tenu. Le Catja a enregistré essentiellement des dégâts sur les cultures. Au niveau du centre Akany Fanantenana, là aussi, des dégâts sur les cultures, quelques tôles et un panneau solaire arrachés : « Tous les bâtiments sont indemnes, y compris le poulailler », a fait savoir le pasteur Élia Rozy, qui a fondé et qui gère ce centre avec son épouse Émilienne ; « les enfants vont bien, les adultes aussi ».

En mission en famille à Madagascar

Lydie et Pierre sont partis en famille avec le Défap pour des missions de soutien à la SFM, l'École de formation des maîtres de l'Église luthérienne de Madagascar. Lydie a une mission d'enseignement ; Pierre s'occupe de maintenance, notamment du matériel électronique. Ils sont en pleine saison des pluies, qui ont rendu une partie des routes impraticables… Ils racontent.

Étudiants de la SFM © Pierre et Lydie pour Défap

Quelles ont été vos premières impressions de Madagascar ?

Lydie : La diversité, la vitalité. Nous avons été frappés par les paysages de rizières, l'exubérance de la végétation : hibiscus, frangipaniers, arbres du voyageur… Et avec la saison

des pluies, tout pousse de partout. Par contraste, les habitants se soucient peu d'environnement : il y a des déchets partout, des bouts de plastique par terre, même à la campagne.

Pierre : Aller au marché, c'est une expérience : c'est plein de couleurs, de bruit, il faut chercher partout… Impossible de s'y retrouver au début sans être accompagné, surtout quand on ne parle pas malgache. C'est un labyrinthe dans lequel on se perd quand on veut acheter quelque chose. Mais nous commençons enfin à savoir où chercher…

Et vos premières impressions de la SFM ?

Pierre : Nous avons été très bien accueillis par le personnel de la SFM, soutenus dans nos démarches administratives. Nous avons de très bonnes relations avec la directrice et avec les enseignants. Ensuite, il a fallu nous adapter au fonctionnement de la SFM, ce qui nous change de nos habitudes. Le rythme, par exemple, est très différent : les journées commencent très tôt.

Lydie : Fandriana est une ville un peu isolée, c'est une ambiance très différente de celle de Tananarive. Du coup, tout le monde connaît notre famille : nous sommes les seuls « vazahas » [*« étrangers », NDLR*] de Fandriana. Il y a beaucoup d'enseignants qui ont des enfants dans la même tranche d'âge que les nôtres, ils vont à l'école ensemble, ça rend les relations faciles.

Étudiants de la SFM lors d’un cours © Pierre et Lydie pour Défap

Comment se déroulent vos missions ?

Lydie : Ma mission est axée sur l’enseignement du français et sur l’école inclusive – la prise en compte du handicap dans les cours. C’est un travail très intéressant et varié. Les étudiants viennent de tout le pays ; et c’est vraiment une richesse. Il y a un bon brassage de population, avec tous ces étudiants aux coutumes différentes.
Concernant le français, comme je suis enseignante en primaire, je me demandais comment faire avec des adultes ; mais je m’y suis vite adaptée. Ils sont habitués à une méthode d’enseignement où les cours magistraux sont prédominants. Ma manière d’enseigner est très différente ; ça casse un peu leur façon de faire, mais ils apprécient. Ils ont une vivacité d’esprit et l’envie de parler en français, mais c’est difficile. Il y a une grande différence de niveau entre ceux

qui viennent de bonnes écoles, qui ont un bon niveau de français, et d'autres qui sont quasi débutants. Et pour ces derniers, il y a un grand écart entre ce qu'ils apprennent et ce qui leur serait vraiment utile. Mais la maîtrise du français leur est nécessaire : les rapports de stage, les contrôles, tout est en français.
Concernant l'école inclusive, la SFM accueille des étudiants malvoyants et malentendants, qui sont destinés à devenir enseignants dans des écoles spécialisées. Ils sont très bien intégrés : la première fois que l'on se retrouve dans un cours qui accueille des étudiants malentendants, on se rend compte que tout le monde pratique la langue des signes.

Pierre : J'ai deux casquettes : je m'occupe de l'entretien des bâtiments et de la maintenance du matériel, notamment électronique ; et j'aide Lydie en prenant en charge des groupes dans les cours d'informatique et dans le labo de langues. Il a d'abord fallu remettre le matériel en état. Le labo de langues n'avait pas fonctionné depuis des années.

Quelles difficultés avez-vous dû surmonter ?

Lydie : La transmission des informations, c'est toujours une difficulté. Personne ne nous met spontanément au courant quand il y a quelque chose à savoir : il faut être proactif et partir chercher les infos.

Pierre : Il y a également l'état des routes. Avec la saison des pluies, elles sont ravinées, coupées de crevasses. Les déplacements sont difficiles. Beaucoup de gens prennent des taxis-brousse pour aller d'un endroit de l'île à l'autre, mais ça prend un temps fou : deux heures pour une quarantaine de kilomètres…

Pierre dans le labo de langues © SFM

Mananjary : huit mois pour une renaissance

En février dernier, la ville de Mananjary, sur la côte sud-est de Madagascar, était ravagée par un cyclone. Les destructions n'avaient pas épargné le Catja ni le centre Akany Fanantenana, deux centres accueillant des enfants abandonnés. En ce mois de septembre, huit mois après la catastrophe, les centres fonctionnent de nouveau, les principales réparations ont pu être faites, et les enfants ont pu faire leur rentrée. Une

renaissance rendue possible par une solidarité du protestantisme français qui ne s’est pas démentie, et par un partenariat inédit entre plusieurs organismes protestants, notamment la fondation La Cause, le Défap, et ADRA.

À Madagascar, les élèves font leur rentrée en plein hiver austral. Mais à la même date que les élèves de France : dans la première semaine de septembre. À Mananjary, les traces du cyclone qui avait détruit la ville à plus de 80% au début du mois de février n’ont pas été entièrement effacées ; la rentrée des classes s’est faite sous des toits de tôle… mais elle a bien eu lieu. Il a fallu pour cela huit mois d’efforts ; et en ce qui concerne les petits pensionnaires des centres accueillant des enfants abandonnés, il a fallu aussi un soutien exceptionnel, venu en grande partie du protestantisme français.

Vue des réparations sur le toit du bâtiment de la direction du Catja © ADRA

Ces abandons sont nombreux et concernent surtout des fratries, dans cette partie de l'île qui connaît encore le tabou des jumeaux, le « fady kambana ». Il existe deux centres pour les accueillir. Le Catja, « Centre d'accueil et de transit des jumeaux abandonnés », fondé en 1987 par Auguste Simintramana, un chrétien étranger à ce territoire, sur une terre marécageuse et inhospitalière, elle-même soumise à un tabou. Et le centre Akany Fanantenana, fondé par un pasteur de la FJKM, l'Église réformée malgache, et par son épouse : Élia Rozy et son épouse Émilienne. Depuis l'origine, les liens entre ces centres et les protestants de France sont étroits. Les deux centres sont soutenus par la fondation La Cause ; les enfants recueillis, et qui n'ont aucun avenir à Mananjary, sont confiés à l'adoption internationale ; beaucoup des jumeaux abandonnés ont ainsi été adoptés par le biais de La Cause par des familles françaises. Ainsi au Catja, entre 1987 et 2006, sur 420 enfants adoptés, 300 l'ont été par des couples français. Il existe d'ailleurs une association, « Les amis du Catja », qui regroupe des familles françaises ayant adopté dans ce centre. Et si le Défap ne participe pas directement à ce soutien, les liens avec La Cause sont nombreux, de nombreuses missions communes associent des représentants du Défap et de La Cause à Madagascar ; et à Mananjary même, le pasteur Élia Rozy montre avec fierté aux visiteurs son livre d'or où figurent les signatures d'envoyés ou de permanents du Défap.

Pose d’une nouvelle charpente au Catja © ADRA

Quand le cyclone Batsirai s’est abattu sur Mananjary le 5 février 2022, les dégâts ont été colossaux. Non seulement sur les bâtiments, mais aussi sur les cultures, les élevages – tout un fragile écosystème nécessaire pour assurer le quotidien. Pour aider à reconstruire, il a fallu grouper les forces. Véronique Goy, du service Enfance de La Cause, a assuré le rôle de cheville ouvrière de ce grand chantier, auquel se sont associés divers organismes, notamment du milieu protestant. Il fallait assurer l’approvisionnement des centres privés de denrées vitales ; évaluer les dégâts et chiffrer les réparations ; prévoir un calendrier de reconstruction avec, en ligne de mire, la rentrée de septembre. Sur place, les ingénieurs d’ADRA, agence adventiste du développement et de l’aide humanitaire, se sont chargés des travaux d’expertise. Estimation des besoins de financement : 50.000 euros. Le Défap, La Cause, les Amis du Catja ont lancé des appels aux

dons. La course contre la montre a commencé.

Réfection

du plancher et de la toiture dans le logement des enfants du Catja © ADRA

Pour le Défap, c'était là un projet sortant de l'ordinaire : ses actions se développent généralement sur des années, à partir de projets co-construits avec ses partenaires (Églises ou institutions liées à des Églises) et concernent plutôt l'éducation, le développement rural ou la santé. Le Défap n'est pas spécialisé dans l'humanitaire d'urgence. Mais l'appel à la solidarité a été entendu. Les 50.000 euros nécessaires ont pu être réunis par les divers partenaires ; le Défap a contribué à hauteur de 11.500 euros, grâce notamment à l'engagement des paroisses de l'UEPAL. Pour permettre aux enfants du Catja et du centre Akany Fanantenana de retrouver des conditions de vie normale, il a fallu non seulement remettre des tôles sur les toitures, mais aussi, bien souvent, refaire des charpentes, vérifier la solidité de murs fragilisés par le cyclone et qui n'auraient peut-être pas supporté une réfection de toiture, refaire l'intérieur de bâtiments ravagés : les photos qui accompagnent cet article, et qui proviennent des ingénieurs d'ADRA sur place, donnent une idée de l'ampleur de la tâche.

Mise en place d’une dalle de béton sur un bâtiment du Catja © ADRA

Et au bout de huit mois, le pari a été gagné : les enfants de Mananjary ont pu faire leur rentrée… dans des conditions presque normales.

Cécile Millot : «Rien ne me destinait à partir à Madagascar»

Ancienne envoyée du Défap à Madagascar, Cécile Millot a tiré un livre de cette expérience : *Les aventures de Madame Cécile à Madagascar*, publié aux éditions Amalthée. Mais comment cette enseignante d'allemand installée du côté de Reims a-t-elle pu, à 55 ans, se retrouver ainsi à apprendre le français à des élèves malgaches ? Rencontre et témoignage, à la recherche d'une annonce fantôme et d'un nouveau départ…

Cécile Millot interviewée lors des Journées Portes Ouvertes des cinquante ans du Défap © Défap

Qui es-tu ?

Cécile Millot : Rien ne me destinait à partir à Madagascar pour enseigner le français à 55 ans. J'étais maître de conférences en littérature allemande à l'université de Reims, et raisonnablement contente de mon sort. Même si, comme tout le monde, je pensais de temps en temps que j'aurais pu faire autre chose que ce que je faisais, mais quand on travaille sur une culture étrangère, on a aussi un certain nombre de

possibilités de changer d’air.

Qu’est-ce qui t’a poussée à partir ?

En 2007, ma mère, puis mon père, puis mon compagnon sont morts. Alors je me suis assise cinq minutes, et je me suis demandé ce que je voulais vraiment faire du temps qui me restait à vivre.

Comment as-tu connu le Défap ?

Je ne sais pas ! J’ai toujours cru que j’avais trouvé l’appel à candidature sur Coordination Sud, que je suivais régulièrement. Et un jour, un des pasteurs du Défap m’a dit : « Mais nous ne mettons jamais nos postes sur Coordination Sud ! » Et je n’ai jamais retrouvé qui avait bien pu m’envoyer le descriptif de ce poste, dont j’ai pensé tout de suite qu’il était fait pour moi.

Qu’as-tu trouvé que tu cherchais ?

Un nouveau départ. La force de dépasser ce que j’avais vécu.

Qu’as-tu vécu comme quiproquos liés à des différences culturelles ou difficultés d’intégration ?

Le sous-titre de mon livre, c’est « Perdue dans la jungle de la différence culturelle », et je me suis vraiment toujours sentie en décalage. Pour de petites choses, comme le fait qu’à Madagascar, on n’indique pas le chemin en disant « à droite » ou à gauche », mais en disant « au nord », ou « au sud ». Ou pour des choses fondamentales, comme la façon dont les Malgaches conçoivent la propriété. De ce point de vue-là, il m’a bien fallu trois ans pour passer de « ils me pompent des sous tout le temps » à une compréhension de l’absence de propriété privée dans la mentalité des Malgaches – qui ne m’empêchait pas toujours de récriminer parce qu’ils me pompaient des sous tout le temps.

Quelles rencontres t’ont marquée ?

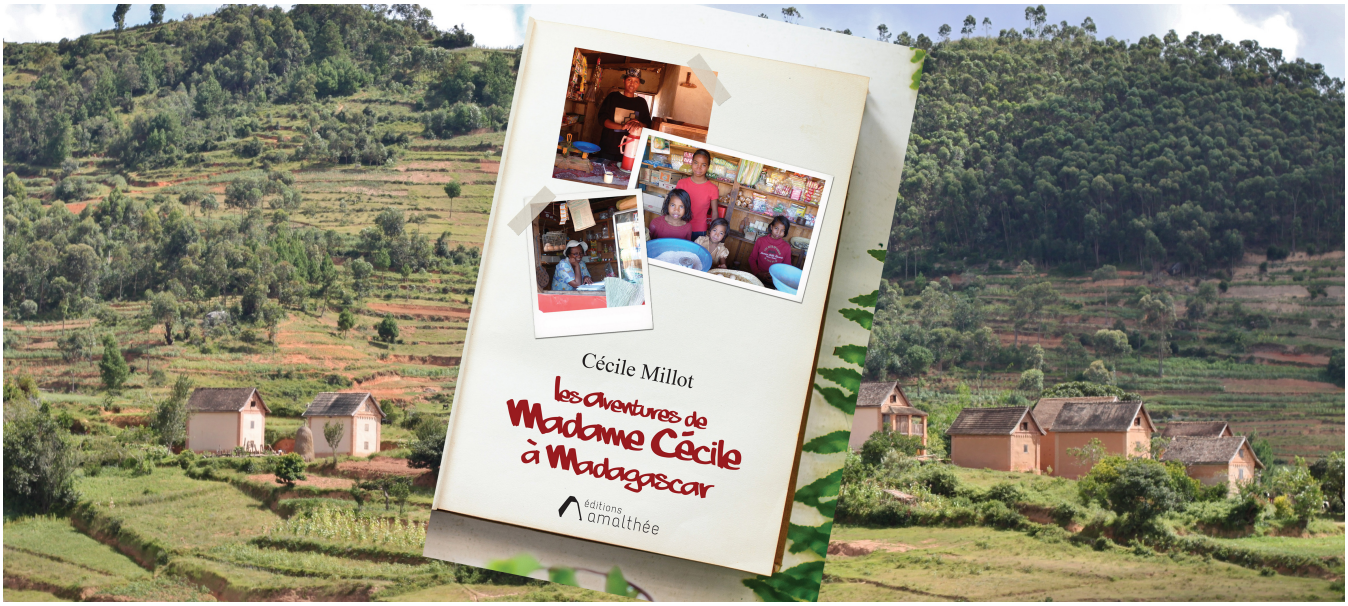
La rencontre permanente avec la misère, à tous les niveaux, sous toutes ses formes. Les Hautes-Terres, où j'étais, sont une région riche (toutes proportions gardées). Mais on y vit comme en France il y a 150 ans : pas d'eau courante, pas d'électricité, pas de machines, même pas mécaniques, ni dans les champs, ni à la maison, les enfants rachitiques, l'absence de soins médicaux… Et une ignorance totale du monde qui entoure les enfants comme les adultes, du monde proche et du monde lointain.

Pourquoi as-tu voulu mettre sur papier et publier ton expérience ?

Je suis rentrée avec le sentiment que j'avais vécu un dépaysement exceptionnel. Sans doute parce que j'étais partie seule, donc que j'étais en immersion totale, je pense que j'ai eu un besoin beaucoup plus fort de vivre proche des Malgaches que des volontaires qui sont partis en famille. Et j'avais très envie de raconter cette aventure.

À ton avis, que peut apporter d'utile ton témoignage ?

Je pense qu'il peut servir à des envoyés, pour les préparer, justement, à toutes les incompréhensions, tous les décalages dus à la différence de culture et à la différence de niveau de vie, que l'on ressent parfois douloureusement. Et aussi : par petites touches, et en restant toujours au ras des pâquerettes, je pense que j'ai réussi à donner une impression de ce qu'est la vie dans un pays sous-développé (oui, je dis « sous-développé »), et dans un pays sur lequel est passé le rouleau compresseur de la colonisation. Et que dans le monde actuel, cela peut être important de comprendre cela.



Cécile Millot
Les aventures de madame Cécile à Madagascar
À commander aux éditions Amalthée
À partir de 9,99€

Merci pour les enfants de Mananjary !

Grâce à l'élan de solidarité du protestantisme français, le Catja et le centre Akany Fanantenana vont pouvoir retrouver une vie normale. Ces deux orphelinats de Mananjary, ville du sud-est de Madagascar ravagée en février dernier par le cyclone Batsirai, avaient subi de gros dégâts ; plusieurs organismes dont ADRA et le Défap s'étaient alors groupés autour de la fondation La Cause pour les soutenir.

Toitures refaites au centre Akany Fanantenana, à Mananjary © La Cause

Des tôles neuves sur les toits des bâtiments : ce sont les premiers signes des réparations qui ont commencé au centre Akany Fanantenana (« Centre Espérance » en français). C'était une urgence après le passage du cyclone Batsirai, en février dernier, qui avait arraché une partie des toitures. Mais au-delà de ces premières réparations, faites avec les moyens du bord, il reste beaucoup à faire, et les ressources de l'orphelinat n'y suffiraient pas. Même problème au Catja, le « Centre d'accueil et de transit des jumeaux abandonnés », quelques kilomètres plus loin dans la même ville : au-delà des dégâts les plus visibles, lorsque la pluie et le vent ont pu s'engouffrer dans les bâtiments à travers les toitures endommagées, il faut évaluer la solidité des structures malmenées par le cyclone pour pouvoir réparer. Dans certains cas, elles ne seraient pas en état de supporter une toiture

refaite : au prochain cyclone, les murs pourraient s’effondrer.

Le Catja et le centre Akany Fanantenana ont un rôle crucial à Mananjary : dans cette région côtière du sud-est de Madagascar où, par tradition, les jumeaux sont considérés comme maudits, ce sont les deux principaux points d’accueil des enfants abandonnés à la naissance du fait de ce tabou. Tous deux sont soutenus par la fondation La Cause. Et si le Défap n’est pas directement impliqué à Mananjary, les relations avec La Cause sont suffisamment proches pour que des missions soient régulièrement organisées en commun : des envoyés du Défap travaillent ainsi dans d’autres parties de l’île au sein d’institutions soutenues par La Cause ; et à Mananjary même, le pasteur Élia Rozy, qui gère avec son épouse Émilienne le centre Akany Fanantenana, montre avec fierté aux visiteurs son livre d’or où figurent les signatures d’envoyés ou de permanents du Défap.

Une mobilisation inédite au sein du protestantisme français

Livraison de denrées de base au Catja, à Mananjary © La Cause

Lorsque le cyclone Batsirai s’est abattu sur Mananjary, au début du mois de février, toute la ville s’est retrouvée dans une situation d’urgence vitale. Une grande partie des constructions ont été abattues, quasiment toutes les toitures détruites ; et même les moyens de subsistance (cultures, élevages) ont disparu en quelques heures. Les ONG internationales et le PAM (le Programme Alimentaire Mondial) qui avaient anticipé la catastrophe, après le passage sur l’île de plusieurs cyclones dévastateurs, ont pu intervenir rapidement pour éviter la famine. Mais les deux orphelinats se sont retrouvés eux aussi dans une situation extrêmement précaire, vivant au jour le jour dans des bâtiments malmenés par la tempête.

Pour les aider à surmonter le choc, il a fallu une mobilisation inédite. Assurer tout d’abord l’approvisionnement sur plusieurs mois : La Cause s’en est chargée. Évaluer

précisément les dégâts et trouver des ressources pour remettre les deux centres sur pied : pour ce travail de longue haleine, plusieurs organismes ont réuni leurs efforts autour de Véronique Goy, du service Enfance de La Cause, cheville ouvrière du projet. ADRA, l'Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire, a dépêché sur place des ingénieurs pour évaluer les besoins en reconstruction. Le Défap et les Amis du Catja, association regroupant des parents d'enfants adoptés à Mananjary, ont lancé des appels aux dons.

Une image datant de début février : les dégâts du cyclone Batsirai au Catja © Catja

Pour le Défap, il s'agissait là d'un appel tout à fait particulier : ses actions s'inscrivent dans la durée, non pour répondre à des urgences. Le cœur de l'activité du Défap, c'est d'entretenir des relations entre Églises par-delà les frontières ; des relations qui passent par des projets, des envoyés, des échanges d'enseignants, de boursiers… Le Défap

n’est pas un organisme spécialisé dans les réponses aux crises humanitaires. Les budgets de ses actions sont définis sur plusieurs années, ce qui laisse peu de latitude pour s’adapter en cas d’urgence. Mais les situations évoluent ; et de plus en plus, les besoins exprimés par les partenaires du Défap sont le reflet de crises. Lors de la pandémie de Covid-19, qui avait durement frappé certains de ces organismes, notamment d’enseignement, le Défap s’était adapté en réorientant une partie de ses fonds non utilisés vers un fonds d’urgence Covid. Dans le cas de Mananjary, il a fallu grouper les forces entre plusieurs organismes protestants français, et faire appel à la solidarité du milieu protestant.

Et le résultat est là : les 50.000 euros nécessaires pour reconstruire ont pu être réunis. Sachant que reconstruire implique beaucoup plus que refixer des tôles sur des toits, ou conforter des murs : il s’agit aussi de remplacer le matériel, notamment scolaire, ou les vêtements détruits par la tempête ; permettre de nouveau aux deux centres d’avoir leurs propres cultures, leurs poulaillers, leurs propres ressources, modestes mais nécessaires pour assurer la viabilité de ces établissements… En dépit du temps nécessaire pour évaluer précisément le chantier, en dépit de la guerre en Ukraine qui a largement focalisé l’attention du monde, la solidarité du protestantisme français pour Madagascar ne s’est pas démentie.

Merci pour les enfants de Mananjary !